



Rohingya

## Attention ! Une aberration peut en cacher une autre



Par Abderrahman El Fouladi

Selon le Journal français le Monde, L'ONU a qualifié, le 11 septembre courant, d'« exemple classique de nettoyage ethnique » la répression des Rohingya par le gouvernement birman.

Toujours selon la même source, cette minorité musulmane, considérée comme l'une des plus persécutées au monde, traverse une crise sans précédent. Et depuis le 25 août, trois cent mille exilés ont traversé, à pied ou à bord d'embarcations de fortune, la frontière avec le Bangladesh.

Cependant malgré le constat (qui ne serait pas le premier) de l'organisme international plusieurs médias s'attardent sur l'analyse des photos qui circulent sur l'internet: Sont-elles récentes, anciennes, concernent-elles toutes les Rohingya, etc, etc.

Et du coups, bon nombre parmi ces médias mirent davantage en exergue la récente déclaration de Mme Aung San Suu Kyi qui dénonce un «iceberg de désinformation». Et comble de l'aberration, aucun des ces médias, même pas les plus satiriques parmi eux, n'ont posé la question si la désinformation se situait sur le bout visible ou celui invisible de l'iceberg!

De leur côté, les grands médias qui font et défont les opinions, sortent un peu de leur léthargie pour apporter leur grain d'aberration au débat. Et on n'a même plus envie de rire en écoutant ce spécialiste, dont le bec n'a pas

encore perdu toute sa blancheur, voler au secours de la pauvre présidente birmane (dont le prix Nobel lui pèse tellement sur les épaules qu'elle se trouve dans l'incapacité de maquiller une vérité sur cette guerre menée par son armée et sa police contre une partie désarmée de son peuple).

Au fait, si toutes ces atrocités sont vraies, et certainement elles le sont en grande partie, pourquoi la présidente ne renonce-t-elle pas, ne serait-ce que symboliquement à son prix Nobel, et ce, pour honorer, et le Prix et la Paix ?

Mais revenons à ce spécialiste qui, selon lui, les Rohingya n'ont pas à être là où ils sont car leurs ancêtres furent importés par les colons anglais et oubliés là après avoir donné l'indépendance à la Birmanie.

Et de conclure, en guise de coup de grâce, que l'armée et la police sont indépendantes en Birmanie et qu'elles n'ont pas de compte à rendre à la présidence et que la présidente ne peut rien faire!

Waw ! Et on n'est plus à une aberration près car l'animatrice de l'émission n'a pas trouvé ça, ne serait-ce qu'un peu surprenant, en faisant une petite comparaison avec notre va-t-en-guerre de voisin du Sud qui ne cesse de promettre feu et colère (de son armée bien-sûr) à qui oserait se mettre sur le chemin de gloire de sa nation!

Personnellement, j'en ai des sueurs froides car, et le spécialiste et l'animatrice, sont mes concitoyens jusqu'à preuve du contraire... Va-t-on trouver un jour normal d'exterminer ma des-

cendance, ici au Canada, sous prétexte que les gouvernements provincial et fédéral ne m'avaient pas fermé la porte au nez en 1991?

Il ne faut pas trop dramatiser... Continuons ce tour d'horizon médiatique.

Un autre média, certainement pour ne pas être du reste quand tout le monde s'est mis à parler Rohingya, a fait le tour de la question en deux phrases et une fraction de seconde. En résumé, pour ce média (presque textuellement) *des milliers de Rohingya se sont réfugiés au Bangladesh et plusieurs centaines sont morts dans des affrontements* ... Quels affrontements ? Comme ceux menés par les méchants agneaux contre les gentils loups dans la bergerie ? Les mots sont bien choisis et on ne sait quel honneur fut sauf. Et ce ne sont pas les musulmans qui viendront manifester devant la station de télévision.

Les musulmans ? Ils sont occupés, alors que le massacre fait rage, à s'imposer des visa d'entrée les uns aux autres, à s'armer les uns contre les autres ou... à se plaindre que la viande de l'Aïd est devenu verdâtre juste après le jour du sacrifice. Et du coup, ils exigent la démission de tout chacun de leur gouvernement; épargnant dans leur rage aveuglante les vrais coupables : ceux qui ont engraisé les moutons!

Décidément, il ne fait plus bon d'être musulman nulle part... Même plus dans certains pays musulmans!

© Une production

**LES ÉDITIONS  
MAGHREB CANADA**

*"D'un Continent à l'autre"*

[www.maroc-canada.ca](http://www.maroc-canada.ca)  
ou  
[www.maghreb-canada.ca](http://www.maghreb-canada.ca)

**ISSN 1708-8674**

**Dépôt légal: 2550843**

**DIRECTEUR DE  
PUBLICATION**

**Abderrahman EL FOULADI**  
[elfouladi@videotron.ca](mailto:elfouladi@videotron.ca)  
**Tél: 514-576-9067**

**INFORMATION / PUBLICITÉ**

**Tél : 514-576-9067**  
[info@maghreb-canada.ca](mailto:info@maghreb-canada.ca)

**CHRONIQUEURS**

Pr. Abdelfettah El Fatim.  
(Maroc)

Dr Mraizika Mohammed,  
(France)

Yassine El Fouladi, B.Sc. (Canada)  
Mustapha Bouhaddar, Écrivain  
(France)

**ÉDITORIALISTE**

A. El Fouladi

**IMPRESSION:**

**Hebdo Litho, Saint-Léonard  
(Montréal)**

**M**aghreb Canada Express est un mensuel gratuit publié au Québec (Canada), depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2003. Il est le seul de sa catégorie à être distribué aussi bien à Montréal et ses environs que dans la ville de Sherbrooke (Estrie), depuis sa fondation en juillet 2003.



**Maghreb Canada Info**

Édition électronique du Journal "Maghreb Canada Express" "D'un Continent à l'autre"

[www.maghreb-canada.ca](http://www.maghreb-canada.ca) ou [maroc-canada.ca](http://maroc-canada.ca) ou [maroc-canada.info](http://maroc-canada.info)

Réconciliation avec les Peuples autochtones

# Montréal célèbre le 10<sup>e</sup> anniversaire de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des Peuples autochtones



Denis Coderre, Maire de

**L**e maire de Montréal, M. Denis Coderre, accompagné du Chef de l'Assemblée des Premières Nations du Québec et du Labrador (APNQL), M. Ghislain Picard, a souligné, le 13 septembre courant, au Palais des congrès, le 10<sup>e</sup> anniversaire de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones. La Ville de Montréal entreprend du même élan un nouveau chapitre vers la Réconciliation avec les Peuples autochtones.

« Aujourd'hui est une journée historique pour la Ville de Montréal. Nous avons avec le 375<sup>e</sup> anniversaire de la Ville une occasion unique de témoigner notre plus profond respect et notre reconnaissance envers les nombreux peuples qui habitent sur ce territoire depuis des

temps ancestraux. En célébrant les 10 ans de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones, la Ville de Montréal affirme le rôle pivot qu'elle joue sur la scène internationale dans la mise en œuvre des droits de la personne et des Peuples autochtones au quotidien. Comme métropole de la Réconciliation, nous souhaitons envoyer un message fort de paix, de justice et de respect des droits de la personne, tous des principes envers lesquels la Ville est résolument engagée », a déclaré le maire de Montréal, M. Denis Coderre.

« Pour contribuer aux efforts de sensibilisation, l'APNQL posera le geste d'offrir à chaque école des communautés des Premières Nations une copie encadrée du texte de la Déclaration, laquelle mérite d'être promue auprès des enfants et des jeunes. J'aimerais également souligner que les engagements et les initiatives de la Ville de Montréal nous font progresser dans le cheminement de la réconciliation et de l'harmonie. Au nom de l'APNQL, j'encourage toutes les administrations municipales à emboîter le pas, à leur façon. La réconciliation passe nécessairement par une reconnaissance du passé et du présent et nous devons parer la voie du futur pour nos

générations à venir qui doivent cohabiter dans le respect, la dignité et la collaboration, à l'image de ce que met en place la Ville de Montréal », a affirmé le chef de l'Assemblée des Premières Nations Québec-Labrador, M. Ghislain Picard.

Endossée à ce jour par près de 150 pays, dont le Canada, la Déclaration sur les droits des peuples autochtones constitue l'instrument international le plus complet sur les droits et libertés fondamentaux des Peuples autochtones (culture, identité, religion, langue, territoire, santé, éducation, coopération, etc.).

Rappelons que le conseil municipal de la Ville de Montréal a adopté le 21 août dernier, à l'unanimité, la résolution visant l'endossement de la Déclaration.

## Métropole de la Réconciliation avec les Peuples autochtones

Par ailleurs, la Ville de Montréal a procédé plus tôt au dévoilement des nouvelles armoiries et du nouveau drapeau de la Ville de Montréal. Cette initiative s'inscrit dans le cadre de la stratégie de Réconciliation de la Ville avec les Peuples autochtones. L'objectif de cette stratégie est de reconnaître l'histoire millénaire du territoire sur lequel Montréal a



été érigé.

La Ville de Montréal a déjà entrepris de nombreuses actions dans le cadre de sa stratégie de Réconciliation, notamment :

- La nomination du parc Tiohtià :ke Otsira'kéhne, toponyme en langue kanienke'ha, suite à une consultation des locuteurs des communautés mohawks. Il est par ailleurs prévu d'accroître l'utilisation de toponymes autochtones à Montréal;
- L'appui aux manifestations culturelles autochtones de Montréal;
- La reconnaissance du territoire ancestral autochtone non cédé lors de prises

de parole du maire et d'autres élus de la Ville;

- La célébration du 21 juin à l'hôtel de ville, désignée Journée montréalaise des Peuples autochtones par l'organisation d'une cérémonie de nouveaux citoyens avec l'Assemblée des Premières Nations du Québec et du Labrador;
- La création d'un poste de Commissaire aux relations avec les Peuples autochtones.

Source : Cabinet du maire et du comité exécutif.



**Maroc**

**Canada**

**Info**

Édition électronique du Journal "Maghreb Canada Express" "D'un Continent à l'autre"

www.maghreb-canada.ca ou maroc-canada.ca ou maroc-canada.info



"Mon dossier" pour les entreprises

## Revenu Québec bonifie ses services en ligne pour les entreprises

QUÉBEC, le 6 sept. 2017 /CNW Telbec/ - Revenu Québec est heureux d'informer les entreprises et leurs représentants que l'espace Mon dossier pour les entreprises, anciennement appelé Clic Revenu, propose maintenant plusieurs nouveautés qui visent à mieux répondre à leurs besoins et à leurs attentes, en plus de les aider à respecter leurs obligations fiscales. Ces améliorations, présentées dans cette vidéo, visent à bonifier l'offre de services en ligne de Revenu Québec.

L'objectif de Revenu Québec est d'offrir des services simples, modernes et personnalisés pour aider les entreprises à respecter leurs obligations fiscales et leur permettre ainsi de contribuer pleinement au développement économique du Québec.

La nouvelle page d'accueil de Mon dossier pour les entreprises présente désormais le sommaire des obligations de l'entreprise, les dates d'échéance à respecter ainsi que les soldes à payer, s'il y a lieu. Son visuel épuré permet de repérer plus facilement les services offerts, qui sont désormais regroupés par obligation fiscale (taxes, impôts, retenues à la source, etc.). Plus conviviale et adaptée aux appareils mobiles, cette page d'accueil actualisée permet d'accéder simplement et rapidement aux détails liés à un dossier fiscal.

Mon dossier pour les entreprises offre aussi la possibilité de s'inscrire à des alertes permettant de rester informé des obligations fiscales à venir.

Le centre de communications a également fait l'objet d'améliorations en vue de faciliter la tâche des entreprises. Ainsi, la présentation des communications rendues disponibles a été revue, et leur nombre continuera d'augmenter dans les prochains mois. De même, plusieurs autres nouveautés s'ajouteront au cours des semaines à venir.

L'utilisation de ces nouveaux outils technologiques génère donc des gains d'efficacité majeurs pour les entreprises et leurs représentants. Ces efforts de simplification témoignent de la volonté de Revenu Québec de bonifier ses façons de faire tout en renforçant son lien de confiance avec ses clientèles. Ainsi, à terme, Revenu Québec est convaincu de parvenir à améliorer concrètement ses relations avec les particuliers, les entreprises et les mandataires afin qu'elles soient basées sur la confiance et la transparence, de façon à favoriser les échanges et la coopération.

Source : Revenu Québec.

## Un bureau de Services Québec dans le secteur de Côte-des-Neiges

### Des services gouvernementaux sous un même toit

Depuis la fin du mois d'août dernier, le bureau de Services Québec du centre-est de Montréal ouvre ses portes au deuxième étage du 6600, chemin de la Côte-des-Neiges.

Sous un même toit, la clientèle de l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce a accès à une gamme élargie de services, notamment à des renseignements sur les programmes et services gouvernementaux, à de l'accompagnement dans les démarches administratives ainsi qu'à des services de solidarité sociale, d'aide à l'emploi et d'assurément.

Ce bureau de Services Québec offre aux citoyens et aux entreprises un accueil dynamique et personnalisé, commun pour tous les services offerts. Concrètement, le personnel les accueille, leur propose un accompagnement dans leurs recherches et leurs démar-

ches administratives, notamment celles qui peuvent être effectuées dans Internet, et répond à leurs questions concernant les programmes et services gouvernementaux. Cette approche place au premier plan la qualité du service à la clientèle.

Le bureau de Services Québec du centre-est de Montréal comprend une salle libre-service où la clientèle peut utiliser des équipements (ordinateur, imprimante, téléphone), notamment pour accéder à des services en ligne.

Avec ce regroupement de services dans la région de Montréal, le gouvernement du Québec donne suite à son engagement de simplifier les relations avec l'État en faisant de Services Québec la porte d'entrée des services gouvernementaux pour les citoyens et les entreprises sur tout le territoire.

Source : CNW Telbec

Mondialisation / Mouhamed Dioury :

## Se garder de "jeter le bébé avec l'eau du bain"

Analyste de la mondialisation depuis vingt ans, enseignant, chercheur et homme de terrain, Mouhamed Dioury propose avec son sixième livre (La MONDIALISATION une proposition que l'on ne peut pas refuser) un essai majeur, une mise en lumière inédite de la mondialisation. "Ce n'est pas seulement à un autre monde dont nous avons affaire, mais à une humanité différente", écrit-il dans l'introduction.

Ni dénégation ni approbation,

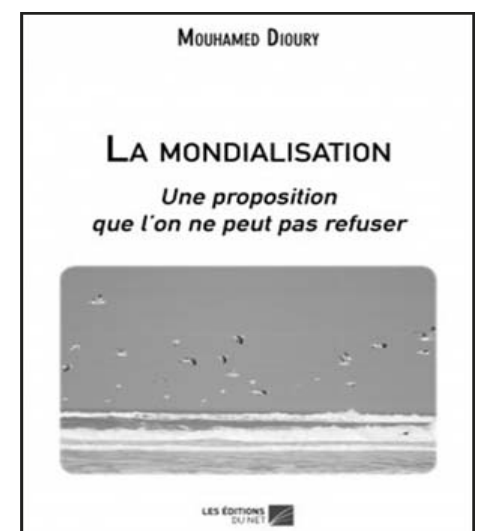
mais un refus de la fatalité.

Pour Mohamed Dioury, la mondialisation, qu'il définit comme l'éclatement de la contrainte territoriale est devenue une véritable machine à transformer les sociétés. Continuer de caresser l'espoir de la voir un jour disparaître est non seulement illusoire, mais incompatible avec toutes les mutations politiques, économiques, sociales et culturelles que nous sommes en train de vivre. Toutefois, il n'y a aucune raison de conclure, à partir de ce qui arrive aujourd'hui avec la mondialisation, que l'histoire est jouée d'avance, qu'elle est jouée

une fois pour toutes.

**Penser autrement pour ouvrir une espérance**

La perspective de libération humaine est encore ouverte devant nous. Il s'agit en un mot pour les peuples et pour leurs cultures respectives, de savoir s'ouvrir sans se renier. C'est dans cette perspective que chaque peuple doit s'engager avec ses propres réalités historiques, ses atouts et ses faiblesses, au rythme que lui dictent ses possibilités, mais aussi à l'allure sans cesse accélérée à laquelle s'effectue la marche du monde.



Montréal / Abdelhaq Sari

## Le saut dans l'arène politique municipale



Ce fut annoncé le 26 juillet dernier par le Maire de Montréal, M. Denis Coderre : Abdelhaq Sari fait le plongeon dans la politique municipale en tant que candidat au poste de conseiller de ville pour le district Marie-Clarac (Montréal-Nord) auprès de la Mairesse Christine Black.

Ce qui frappe chez ce jeune père de famille, originaire du Maroc, c'est sa formation académique diversifiée, sa grande expérience professionnelle dans le monde municipal ainsi que sa longue implication bénévole dans le monde associatif et de la société civile.

Abdelhaq Sari est en effet conseiller en analyse et contrôle de gestion à la Ville de Montréal depuis 2012. Il est également chargé de cours à l'École de Science de la Gestion de l'Université du Québec à Montréal (ESG-UQAM) depuis 2007. Professionnel axé sur les résultats et orienté vers l'action (peut-on lire sur le site WEB de l'Équipe Denis Coderre), il a occupé plusieurs fonctions de conseil en gestion et en technologie de l'information. Détenteur d'une maîtrise en administration des affaires, option management et technologie de l'ESG-

UQAM, il a réussi l'examen de synthèse de doctorat en administration des affaires du consortium suivant : ESG-UQAM, McGill, JMSB-Concordia et HEC Montréal (Source : <http://equipedeniscoderre.com>)

Très engagé dans la société civile, il siège dans plusieurs conseils d'administration comme celui de l'association Soleil Des Orphelins SDO (Aide aux orphelins en Afrique et au Canada) dont il assure la Présidence depuis 2014.

Il est à souligner que cette association parraine plus de 850 orphelins répartis entre l'Afrique et le Canada; notamment au Maroc et en Tunisie.

Il siège également en tant que membre, et depuis 2010, au conseil d'administration du club 3D de Montréal Nord dont les actions s'étendent des écoles d'apprentissage des langues (anglaise et arabe) au taekwondo en passant par l'aide des étudiants à faire leurs devoirs scolaires.

Rappelons aussi qu'il fut Vice-président de l'association libérale du Québec de Crémazie (de 2014 à 2016), Vice-président (de 2010 à 2016) et co-fondateur de l'Association Musulmane de l'Amérique du Nord

(AMAN).

De janvier 2008 à septembre 2010, il siégea en tant que membre de l'assemblée des Gouverneurs de l'Université de Québec (UQ).

En 2006 et 2007, il fut membre du conseil d'administration du RJCCQ (Regroupement des Jeunes Chambres de Commerce du Québec) et en 2006 il fut élu Vice-président Externe à l'AéESG (L'Association Étudiante de l'École des Sciences de la Gestion de l'UQAM comptant 15.000 étudiants). Ceci sans oublier qu'en 2005 il fut élu Vice-président du Club des Étudiants Entrepreneurs de l'UQAM et, la même année, Membre du comité de programme MBA recherche à l'ESG UQAM.

Lui ayant demandé pourquoi choisir spécialement la politique municipale, il nous répondit :

"La politique municipale se distingue des autres paliers par une proximité très étroite avec les citoyens. Les opérations municipales touchent la vie quotidienne de chacun d'entre nous. En outre, comme j'ai travaillé 5 ans en tant que conseiller à la ville de Montréal, j'ai pu constater l'importance et l'impact des services municipaux. J'ai, de ce fait, constaté qu'il y a des orientations qu'on pourrait mieux influencer si on est du côté politique de la gouvernance".

Mais pourquoi l'équipe Denis Coderre ? Lui avions-nous demandé. Ce à quoi il répondit :

Durant les 4 dernières années, j'ai pu constater, de l'intérieur de la sphère administrative, les changements opérés au sein de la ville de Montréal ainsi que l'impact positif amené par l'équipe... M. Coderre a su rallier autour de lui une panoplie d'acteurs de différentes orientations politiques pour le bien de la ville.

Il a su redonner à Montréal sa vraie place sur l'échiquier international. Après les scandales de corruption de

2011 - 2012 Montréal est maintenant dans une autre voie inspirante et prometteuse... Montréal est revitalisée grâce aux différents projets déployés sur toute la métropole !

Un enthousiasme tout à fait normal surtout avec les résultats observés sur le terrain et obtenus durant les 4 dernières années par l'équipe Denis Coderre. Ces résultats ont redonné à la métropole sa place légitime sur l'échiquier international et par conséquent une fierté aux citoyens Montréalais. Une fierté traduite notamment par leur réactions aux différentes festivités bien organisées par l'administration Coderre dans le cadre du 375<sup>e</sup> de Montréal.

Et de poursuivre : " J'embarque dans cette aventure avec pleins de projets en tête pour Montréal-Nord où je m'engage, avec l'appui de Mme Christine Black et de son équipe, à mettre en place une expérience et une participation citoyennes: Une expérience citoyenne qui orientera les stratégies et programmes de la ville. Et une participation accrue visant à mieux influencer les décisions municipales et participer ainsi au développement de l'arrondissement. Montréal-Nord se doit de reprendre sa vraie place sur la toile montréalaise en soustrayant, et à jamais, les fausses perceptions qui l'entourent !

Et M. Abdelhaq de conclure : Ce travail est déjà amorcé par la Mairesse Christine Black qui n'épargne aucun effort en vue de mieux développer l'arrondissement avec différents projets et avec un plaidoyer pour Montréal-Nord dont l'histoire sera encore plus riche et notre avenir se bâtira encore mieux par la force de tous et chacun. Et comme le dit le proverbe africain devenu notre proverbe, à nous tous : "Seul on va plus vite mais ensemble on ira plus loin".

*Propos recueillis par A. El Fouladi.*

**Maroc****Canada****Info**

Édition électronique du Journal "Maghreb Canada Express" "D'un Continent à l'autre"

www.maghreb-canada.ca ou maroc-canada.ca ou maroc-canada.info





Bras de fer nucléaire...

## Au risque de faire sauter la planète toute entière !



Par Mustapha Bouhaddar

**L**e 22 octobre 1962, J.F. Kennedy exige, dans un discours alarmiste à la télévision, le retrait des missiles de Cuba. Pour montrer sa détermination, il ordonne un blocus militaire de l'île et demande à son armée de « se préparer à toute éventualité ».

Le Numéro 1 soviétique, Nikita Khrouchtchev, qui a décidé ce déploiement secret sous le nom de code d'opération Anadyr, répond que cette quarantaine est « un acte d'agression » qui risque de provoquer une « guerre nucléaire mondiale ». Il refuse d'obtempérer : les missiles restent. Du coup, le patron de la Maison-Blanche met ses forces stratégiques en alerte maximale, à Defcon 2, le dernier stade avant la première salve atomique. Soixante B-52 américains bourrés de bombes thermonucléaires tournent sans relâche dans le ciel d'Europe, à quelques kilomètres de la frontière soviétique. Ils n'attendent qu'un ordre pour la franchir et vitrifier les grandes villes d'Union soviétique.

Le monde a échappé à une guerre nucléaire dans les années 1960, mais quand on regarde les médias, personne ne cite jamais cette période cruciale. Pas plus qu'on ne parle des armes de destructions massives que Saddam Hussein n'a jamais possédé et que c'était juste un coup monté par les Américains pour éliminer l'ancien dictateur... Idem pour Kadhafi.

### L'argent détermine l'instance politique

Comme l'analyse si bien Robert Bibeau dans son article paru le 30 août 2015, sous le titre : « *Menace de guerre nucléaire – Le dessous des cartes à Washington* », tout en soulignant qu'« Il faut savoir que l'économie détermine le politique et rarement l'inverse ». Et d'ajouter que la crise économique de 2008 n'est pas encore résorbée et fait toujours sentir ses méfaits malgré – ou à cause – de l'accumulation de profits mirobolants sur les bourses du monde décadent. Ainsi, un rapport du Pentagone « conclut à l'effritement, et peut-être même à l'effondrement de l'ordre international établi après la Seconde Guerre mondiale par les É.-U., ce qui mène à la perte de leur position de « primauté » dans les affaires mondiales ».

En dernière instance ce sont les armées qui sont garantes de la crédibilité de la monnaie et des finances d'un pays. Ceci signifie que quand rien ne va plus sur le plan financier, il reste l'option d'intimider militairement ses concurrents.

C'est pour imposer cette politique militariste que Donald Trump a été placé à la tête de la Maison-Blanche. La preuve en est que le

Président américain déclamait récemment : « Nous devons 1700 milliards de dollars à la Chine et nous ne paierons rien de cela. Nous sommes plus puissants qu'eux et nous allons les forcer à faire ce que nous voulons en rapport avec la Corée du Nord. Ils feront ce qu'on leur dira de faire ou on va les atomiser. » Une véritable déclaration de guerre à la Chine, la véritable cible derrière l'épouvantail nord-coréen.

Le rapport publié par le Pentagone le confirme : « La solution proposée pour protéger la puissance des É.-U dans ce nouvel environnement « post primauté » est, toutefois, encore plus de la même chose : plus de surveillance, plus de propagande (« manipulation stratégique de la perception »), et plus d'expansionnisme militaire. Selon la conclusion du document, le monde est entré dans une nouvelle phase de transformation dans laquelle le pouvoir des É.-U décline, l'ordre international se désagrège, et l'autorité des gouvernements s'effondre partout »

Ainsi, alors que l'économie américaine implose, les dépenses militaires explosent. Les États-Unis dépensent autant pour l'armement et la guerre que ses dix plus proches concurrents mis ensemble soient 600 milliards USD en 2016, et 54 milliards supplémentaires en 2017 et 2018. Malgré cet effort financier titanesque, ils ne parviennent qu'à semer le chaos partout où ils interfèrent, et depuis la guerre du Vietnam en 1975 ils ont perdu tous leurs engagements militaires.

### Les États Unis et la Corée du nord

Comme à l'époque de Kennedy, verra-t-on un autre scénario mais cette fois-ci, ça sera la Corée du nord

contre les USA.

Le 9 août 1945, il y a 72 ans, les États-Unis lâchaient une bombe atomique au-dessus de Nagasaki : de 40 à 80 000 victimes. Or, c'est pire ce jour-là que l'on reparle, dans cette même région du monde, de guerre nucléaire.

Personne ne peut croire à un hasard, tant les pays de la région, Japon et Chine en tête, ont la référence à la 2<sup>ème</sup> guerre mondiale et aux bombes d'Hiroshima et de Nagasaki, chevillée à la mémoire. En Asie, manier le symbole est un acte diplomatique en soi.

La question est donc : une nouvelle guerre de Corée est-elle possible ? C'est vrai qu'à entendre les déclarations de Donald Trump qui promet à Pyongyang « le feu et la colère », répondant aux menaces de la Corée du Nord, on peut légitimement s'inquiéter.

Si l'on ajoute à cela un rapport américain que s'est procuré le Washington Post et qui explique que la Corée du Nord disposerait d'une soixantaine de bombes nucléaires et serait déjà parvenue à les miniaturiser pour les placer au bout de missiles, on tremble

Comme le proclame haut et fort le journaliste politique Anthony Bellanger : « La Corée du Nord n'a aucun intérêt à déclencher une guerre nucléaire, ou une guerre tout court, ni avec son voisin sud-coréen, ni leur allié américain.

Tout simplement parce que c'est une guerre qu'elle ne peut en aucune façon remporter : son but en poursuivant coûte que coûte son

Lire la suite : Page 11



Maroc

Canada

Info

Édition électronique du Journal "Maghreb Canada Express" "D'un Continent à l'autre"

www.maghreb-canada.ca ou maroc-canada.ca ou maroc-canada.info



Bras de fer nucléaire...

# Au risque de faire sauter la planète toute entière !

programme nucléaire est de sauver le régime et posséder la bombe est vu à Pyongyang comme une sorte d'assurance-vie.

Le Pakistan a la bombe : personne ne pense à renverser les militaires pakistanais ; Saddam Hussein et Kadhafi n'avaient pas la bombe, ils ont fini pendu pour l'un, lynché pour l'autre. Pour Pyongyang, la démonstration est donc faite. »

Selon Anthony Bellanger, il n'y a qu'une solution : s'entendre avec la Chine, négocier avec la Chine, proposer à la Chine un « deal » à la Trump qu'elle ne saurait refuser.

La Chine a discrètement mais résolument montré qu'elle était, en plus, prête à négocier, là, tout de suite. C'est ça que Pékin a voulu dire en votant, avec les États-Unis, de nouvelles sanctions à l'ONU contre la Corée du Nord.

Qu'offrir à la Chine ? L'alliance avec le Japon est intouchable, Pékin le sait. En revanche, obtenir des États-Unis un retrait plus ou moins partiel de la Corée du Sud, serait probablement suffisant pour Pékin pour commencer à lâcher Pyongyang.

Les Nord-Coréens ne peuvent pas accepter cela. Et c'est pour cette raison qu'ils multiplient les provocations, les essais, les menaces : ils ne veulent surtout pas servir de monnaie d'échange entre la Chine et les États-Unis.

Donc à la question : une guerre est-elle possible ? La réponse est plutôt non. Par contre, les Nord-Coréens acculés peuvent aller très loin dans la provocation : ils peuvent tirer sur des navires ou des villages sud-coréens. Ils l'ont déjà fait. Plusieurs fois.

Il va donc falloir faire preuve de sang-froid et donc négocier avec la Chine. Le problème, c'est que le sang-froid n'est pas la qualité principale de Donald Trump.

## L'Europe désunie

Après la défaite de l'extrême droite à la présidentielle autrichienne en 2016 puis celle de Marine Le Pen en mai dernier, on pensait les populistes européens en perte de vitesse. Mais depuis le début de l'été, le conflit qui oppose Bruxelles à plu-



sieurs pays d'Europe centrale et orientale a été ravivé. La commission européenne a lancé un avertissement à la Pologne, s'opposant à la dérive autoritaire du pays menée sous la houlette de Jaroslaw Kaczynsky, le chef du parti conservateur Droit et Justice, véritable homme fort du pays.

Quand elle a rejoint l'Union en 2004, la Pologne s'était engagée à respecter les critères de Copenhague, notamment l'état de droit, l'indépendance du système judiciaire, la liberté de la presse. Autant de valeurs remises en cause par Varsovie, qui met au pas les médias, le ministère de la justice et la cour suprême et refuse de respecter les quotas de migrants imposés par Bruxelles aux pays de l'Union.

Dans sa contestation des règles européennes, la Pologne n'est pas seule. Elle est soutenue par la Hongrie de Viktor Orban, le champion de la démocratie illibérale, qui malmène lui aussi les valeurs de l'UE. 28 ans après la chute du Mur de Berlin, l'Europe se divise à nouveau entre ses parties occidentale et orientale. Bien qu'étant devenue invisible sur les cartes, la frontière qui sépare l'est de l'ouest de l'Europe existe toujours.

Trente ans n'auront donc pas suffi pour réunir dans un même melting-pot européen des cultures et des histoires très différentes.

La religion, l'immigration, le rapport à la Russie, la perception des menaces sont autant de sujets majeurs qui opposent Varsovie, Budapest et leurs alliés du groupe de Visegrad, la République Tchèque et la Slovaquie, aux pays fondateurs de l'Union.

## La crise s'est aggravée pendant l'été

Bruxelles menace de déclencher une procédure de suspension du droit de vote de la Pologne au conseil européen. Une procédure d'infraction contre les pays du groupe de Visegrad a aussi été lancée pour non-respect du plan de répartition des migrants. Jusqu'où le conflit peut-il aller ?

Selon Robert Bibeau, cité ci-dessus, « Contrairement aux prétentions des experts et analystes, il ne faut pas croire que la guerre et la paix dépendent des "humeurs" de politiciens mégalomanes. Une marionnette politique est toujours sous contrôle de ses patrons des conseils d'administration. Contrairement à ce que prétendent les propagandistes, les États-Unis d'Amérique ne sont pas dépourvus de diplomates compétents faisant semblant de négocier avec leurs ennemis et concurrents. Il y a d'autres raisons pour expliquer la guerre permanente que les États-Unis entretiennent dans le monde notamment avec la petite Corée du Nord (alliée du camp impérialiste pékinois) qui ne s'en laisse pas im-

poser. Pyongyang vocifère histoire de faire comprendre aux États-Unis que leur projet de semer le chaos dans cette région d'Asie, afin de provoquer le concurrent et ennemi chinois, ne sera pas de tout repos. Cependant, on aimerait que Pyongyang baisse le ton et comprenne que de trop en faire est pire que de ne rien faire. Les États-Unis font là-bas ce qu'ils font partout ailleurs - prolonger le chant du cygne de la puissance déclinante. »

Certes, mais la Corée du nord, ce n'est pas la Lybie, ni l'Irak non plus, et aucune puissance au monde ne peut la renverser. Alors Donald Trump et l'Europe n'auraient qu'à bien se tenir.

## Références :

- Robert Bibeau : Menace de guerre nucléaire – Le dessous des cartes à Washington.
- Documentaire de Bruno Terrais : La France et la dissuasion nucléaire : concept, moyens, avenir.
- La Corée du Nord en 100 questions Tallandier, 2016



## Politique internationale

# Une autre idée de l'Union européenne s'impose



Par Belhaloumi Abdelrhani,  
Bruxelles

Depuis son entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> décembre 2009, le traité de Lisbonne offre la possibilité aux pays membres de se retirer selon leurs règles respectives, via l'article 50 du traité sur l'Union européenne. La sortie unilatérale d'un pays sans passer par les règles juridiques en vigueur (article 50) l'amènerait dans un état conflictuel avec ses voisins.

En Grande Bretagne, il y a eu un référendum en 1975 (soit 2 années après son adhésion) sur la question du maintien au sein de la CEE. Les britanniques ont dû répondre à la question « *Do you think the UK should stay in the European Community ?* » ( Pensez-vous que le Royaume-Uni doit rester au sein de la Communauté européenne ? ). 67% avaient voté pour y rester. En 1984, il y'a eu la célèbre phrase de Margaret Thatcher: « *I want my money back* » ( Je veux récupérer mon argent ) . Elle obtient gain de cause. : c'est le fameux rabais britannique (rebate). Elle a obtenu un chèque qui a servi à améliorer les revenus des riches propriétaires terriens. En 2016, David Cameron a organisé un référendum sur la sortie ou non du de l'Union européenne. 51.9% des électeurs ont voté pour la sortie. Il a perdu son pari, sa crédibilité ,son poste de Premier ministre et a obtenu moins de « superus » pour son pays. Concrètement, des milliers de législations communes devront être détricotées. Le Royaume-Uni devra annuler les règlements de l'UE, d'application immédiate dans les pays membres, et les remplacer par

d'autres textes, nationaux, pour éviter un vide juridique.

Nigel Farage ,UK Independence Party, parti d'extrême droite britannique avait tout au long de la campagne, martelé un argument mensonger de masse. Ils estimait que le Royaume-Uni « envoyait » chaque semaine plus de 350 millions de livres sterling soit 434 millions d'euros à l'UE. Or, rien que l'Irlande a reçu 67.5€ milliards de la Commission européenne, de la Banque centrale européenne et du FMI en 2013 dans le cadre du programme de son sauvetage de la crise bancaire. La GB a alors activé l'article 50 en mars 2017. Elle doit négocier pendant 2 ans un accord fixant les modalités de son retrait, que le Conseil européen conclut ensuite à la majorité qualifiée, après approbation du Parlement européen. C'est l'UE, pas les Britanniques, qui décidera si :

- des "progrès suffisants" auront été effectués sur le montant (100 milliards) que le pays devra verser au budget européen avant de partir. Un montant qui correspond aux engagements de Londres jusqu'à la fin du cycle budgétaire en 2020.
- sur le statut de la frontière avec l'Irlande. Les négociations porteront également sur la libre circulation des personnes entre l'Union européenne et le Royaume-Uni
- sur le futur statut des Européens résidant ou travaillant au Royaume-Uni, ainsi que des Britanniques présents sur le continent européen,
- sur la question de la libre circulation pour l'Irlande. Elle partage sa seule frontière terrestre avec le Royaume-Uni et se retrouverait particulièrement isolée en cas de rétablissement des postes douaniers entre les deux pays.
- sur le statut du territoire de Gibraltar, appartenant au Royaume-Uni mais revendiqué par l'Espagne frontalière. Les Vingt-Sept souhaitent que Madrid puisse donner son aval avant qu'un accord sur le Brexit puisse s'appliquer au territoire, ce que Londres refuse.
- sur les futures relations commerciales avec l'UE. La Suisse et la Norvège , pour avoir accès au mar-

ché unique, elles paient.

- sur ses relations avec le gouvernement écossais, indépendantiste et europhile,
- sur le sort des parts de la Grande-Bretagne dans la Banque centrale européenne. Et si elle reprend ses billes, reprendra-t-elle aussi sa part des dettes grecques ?

Bref, cinq domaines sont discutés : les biens et services sur le marché, la confidentialité des documents officiels et des informations échangées avec l'UE, la coopération judiciaire civile, la compétence de la CJUE (Cour de justice de l'Union européenne) et les échanges de données entre l'UE et le Royaume-Uni. La Grande-Bretagne sil elle rompt ses liens avec l'UE en matière d'aide au développement à l'étranger ; cela pourrait nuire à son influence sur la scène internationale, notamment dans plusieurs anciennes colonies. Mais , la Chine est là, non ?.

Ceci explique pourquoi des partis britanniques s'intéressent au rapport de la commission "Affaires constitutionnelles" du Parlement qui souligne que l'article 50 prévoit au dernier paragraphe la possibilité de revenir.

Quant à la France, un pays de la zone euro, un FREXIT aura un impact très sensible et immédiat pour la France: d'abord, la perte de 17 % des recettes budgétaires de l'UE. La France a reçu 35 milliards d'euros, entre 2008 et 2012, dans le cadre de la Politique agricole commune. La France a réalisé des projets grâce aux aides européennes: La ligne du TGV Est, l'Euro Argo à Brest (progr.scientifique), l'Université régionale des Métiers de l'Artisanat de la Guadeloupe, l'Hôpital transfrontalier de Cerdagne, le Centre européen pour les textiles innovants basé à Tourcoing, la Passerelle du mont Saint-Michel, Le Louvre à Lens, l'École de la deuxième chance à Toulouse. Cette école régionale s'adresse aux personnes de 18 à 30 ans qui ont quitté le système scolaire sans diplôme ni qualification, Le plan Très Haut Débit, des milliers de fonctionnaires français au sein de l'UE etc...

Pour la Belgique, un « Belxit » signifie des problèmes économiques et sociaux, d'après les spécialistes. Un pays où la constitution belge ne pré-

voit pas la possibilité d'un référendum, , du moins pour ce qui concerne les matières attribuées par la constitution.

## Et que peut faire la Belgique sans les institutions européennes?

La Belgique a plus de poids et de souveraineté au sein de l'UE qu'en dehors. Sinon, comment expliquer qu'une petite région comme la Wallonie puisse bloquer pendant des semaines la signature du traité CETA de libre échange entre l'UE et le Canada, en 2016 ?

Sans l'UE, Comment harmoniser les normes de traçabilité des produits alimentaires, les normes techniques, d'hygiène, de pollution et sanitaires entre pays avec une frontière fermée (crise du Fipronil)? Les 12 millions d'agriculteurs et les syndicats agricoles sont forts au sein de l'UE qu'au sein de leur propre pays, même si la profession vit une situation difficile . Ce sont eux qui ont imposé au Conseil européen de s'occuper des zones rurales (d'après l'UE c'est 77% du territoire et la ½ de la population y vit) Ce sont eux qui ont imposé à l'UE de diversifier l'agriculture en agriculture intensive, classique et biologique, et à mieux soutenir une agriculture qui garantit la sécurité alimentaire dans un contexte de changement climatique. Le marché de l'UE est ouvert aussi aux produits de coopératives ayant une production responsable. Au niveau de l'emploi il y'a une grande possibilité pour les travailleurs de chercher et peut être trouver un emploi. Et n'oublions pas l'histoire de l'Europe qui est une succession de guerres et de conflits. Il y'a toujours des problèmes de frontières entre pays européens, exemple ligne Oder-Neisse entre la Pologne et l'Allemagne, la GB, l'Espagne pour Gibraltar, l'Espagne qui colonise des territoires marocains et le Maroc (c'est l'UE qui a pacifié ces pays).

Pour conclure, on peut dire non à l'Europe à moins qu'elle ouvre l'article 191 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne à la discussion ou au référendum, et qu'elle centre sa politique sur la complémentarité et la coopération entre membres de l'UE et les pays méditerranéens, dans le respect de l'écosystème.



## Ouragans

# Mais qu'advient-il des oiseaux ?



Par Pierre André, biologiste

**D**erniers jours du mois d'août 2017, l'ouragan Harvey frappe de plein fouet le Texas. Les vents atteignent les 215 km/h. Les pluies diluviennes inondent Corpus Christi et ses environs. La population de cette région vit une catastrophe naturelle sans précédent. Pendant l'ouragan, les gens ont connu l'insécurité et la terreur. Qu'en est-il des oiseaux ?

### Les oiseaux se cachent pour se protéger

Dans une description détaillée, publiée en 1945, George M. Sutton (1) décrit ses observations du comportement des oiseaux lors du passage d'un ouragan à Orlando en Floride. La majorité des oiseaux cherchait à se mettre à l'abri des intempéries. Certains demeuraient dans la cavité qu'ils occupaient (pic à tête rouge).

Plusieurs piquaient vers le sol s'abritant sous ou derrière des structures anthropiques ou des arbustes résistants (pie-grièche, paruline à couronne rousse).

D'autres enfin demeuraient au sol à l'abri des herbes denses jusqu'à ce que passe la tempête (Paruline à couronne rousse, pluvier kildir, aigrette bleue).

C'est ce comportement de recherche d'abri qu'a adopté Harvey, le maintenant célèbre épervier de Cooper, qui a trouvé refuge dans un taxi (...)

### Le contournement de la tempête

Certains oiseaux vont contourner les tempêtes. En 2012, un courlis corlieu du nom de Machi, bagué en 2009 en Virginie, a été rapporté par un chasseur en Guadeloupe. L'oiseau a littéralement dévié de sa trajectoire afin de contourner la tempête Maria (...)

### La dérive sur de longues distances

Sutton observa également des oiseaux happés par le vent (Sterne pierregarin et goéland à bec cerclé) ou dérivant sans contrôle apparent (balbuzard pêcheur).

La participation des citoyens membres de la communauté eBird permet de mieux comprendre la dispersion qui est associée aux ouragans. Dans le cas de celui de Harvey, l'équipe BirdCast a mis au point une **carte dynamique** (<http://birdcast.info/forecast/live-map-of-birds-displaced-by-hurricane-harvey/>). Cette carte met en évidence les observations confirmées dans la région frappée pour 10 espèces d'oiseaux pélagiques ou côtiers. Plusieurs individus se sont retrouvés des dizaines, voire quelques centaines de kilomètres à l'intérieur des terres (...)

### Dans l'œil de l'ouragan

Certains individus semblent « trouver refuge » ou être piégés dans l'œil de l'ouragan (...) (C'est du moins ce que ressort de l'analyse de certaines images satellitaires

NDLR)

Ce phénomène avait d'ailleurs été observé durant les ouragans Irene (2011) et Sandy (2012) = Van den Broeke (2) =. Il a aussi défrayé les manchettes lors du passage de Matthew en 2016. (...)

### Et il y a des pertes de vie

Un des effets directs des ouragans est la mortalité des oiseaux qui peut être causée par les forts vents, les pluies et les inondations dues aux ondes de tempêtes. La mortalité peut aussi survenir au cours des déplacements d'individus sur de longues distances, causés par les vents de tempête selon Wiley et Wunderle Jr (3).

Les causes de ces mortalités peuvent être nombreuses : hypothermie des oiseaux détrempés (surviendrait surtout chez les jeunes), collision avec des objets éjectés ou des obstacles variés, épuisement (...)

Les ouragans peuvent être catastrophiques pour les oiseaux durant leur migration. Dionne et ses collègues (4) rapportent que l'ouragan Wilma, qui a frappé la côte est-américaine en 2005, est passé dans un corridor majeur de migration. Des milliers d'oiseaux, dont des martinets, auraient alors été piégés et emportés, aboutissant aussi loin que dans les provinces de l'Atlantique et en Europe de l'Ouest. De cet événement, au moins 727 martinets ont été trouvés morts. Les données d'inventaire des martinets ramoneurs au Québec ont permis aux chercheurs d'estimer la baisse de la population l'année subséquente d'approximativement 50 %.

### Conclusion

Sutton avait été surpris de la capacité des oiseaux à s'ajuster si rapidement aux conditions météorologiques imposées par la tempête. Il

n'empêche que l'énergie que les volatiles investissent pour lutter contre la tempête peut causer directement leur mort.

Un taux élevé de mortalité peut s'avérer catastrophique dans le cas de populations d'espèces menacées ou vulnérables. Et au-delà de ces conséquences directes, la destruction des écosystèmes et des habitats tout au long de la trajectoire de l'ouragan est aussi reconnue pour être la source de la chute radicale de la taille de certaines populations d'oiseaux.

Ces catastrophes naturelles imposent souvent aux oiseaux un changement de diète, la recherche de nouvelles aires de nidification, d'alimentation ou pour passer l'hiver. Sans compter qu'elles nuisent au succès de reproduction.

Il faut donc conclure que si les ouragans s'avèrent dévastateurs pour les populations humaines, elles le sont tout autant pour les populations aviaires.

### Références:

- (1) Sutton G.M., 1945. Behavior of Birds during a Florida Hurricane, *The Auk*, 62(4) :603-606.
- (2) Van den Broeke M.S., 2013. Radar Observations of Biological Scatterers in Hurricanes Irene (2011) and Sandy (2012). *JTECH*, déc. 2013, <https://doi.org/10.1175/JTECH-D-13-00056.1>.
- (3) Wiley J.W. et J.M. Wunderle Jr, 1993. The Effects of Hurricanes on Birds, with special references to Caribbean Islands, *Bird Conservation International*, vol. 3 : 319-349.
- (4) Dionne M., C. Maurice, J. Gauthier et F. Shaffer, 2008. Impact of Hurricane Wilma on Migrating Birds : The Case of the Chimney Swift. *The Wilson Journal of Ornithology*, 120(4): 784-792.



# Maroc

# Canada

# Info

Édition électronique du Journal "Maghreb Canada Express" "D'un Continent à l'autre"

www.maghreb-canada.ca ou maroc-canada.ca ou maroc-canada.info



# Le 8e Forum Afrique Expansion rassemblera plus de 500 décideurs africains et canadiens les 2 et 3 octobre à Montréal

**L**e 8e Forum Afrique Expansion, nouveau nom de Forum Africa, aura lieu les 2 et 3 octobre 2017 au Centre Sheraton de Montréal. L'évènement biennal, organisé par la firme-conseil Afrique Expansion avec l'appui de la Banque africaine de développement, accueillera plus de 500 investisseurs, entrepreneurs et décideurs africains et canadiens qui s'y retrouveront pour nouer des partenariats et discuter des opportunités d'affaires en Afrique et au Canada.

« C'est maintenant qu'il faut oser investir en Afrique, souligne Amina Gerba, présidente et instigatrice de l'évènement. Avec une des croissances les plus fortes au monde et des richesses variées, le continent africain a beaucoup à offrir, et le Forum est la destination par excellence pour mieux connaître la réalité africaine et les occasions d'affaires à ne pas manquer. »

Quelque 20 États africains y seront représentés cette année. Le Maroc, l'une des économies les plus attractives du continent africain, sera à l'honneur.

« Avec ses fructueuses rencontres B2B, ses panels et ses conférences, le Forum est un formidable lieu d'émulation, une voie privilégiée pour bâtir de nouvelles passerelles entre l'Afrique et le Canada », souligne la femme d'affaires Danièle Henkel, qui agira à titre d'ambassadrice de l'évènement. L'ex-dragonne participera notamment à un petit déjeuner organisé en collaboration avec le ministère des relations internationales et de la francophonie traitant de l'autonomisation économique des femmes dans l'espace francophone.

Elle sera aux côtés d'une vingtaine de femmes d'influence canadiennes et africaines dont la vice-première ministre du Québec, Lise Thériault, la ministre du Développement économique du Nouveau-Brunswick, Francine Landry, l'ex vice-première ministre Sheila Copps, la présidente du Réseau des femmes d'affaires du Québec, Ruth Vachon, et la directrice générale de Maroc Export, Zahra Maafiri.

## Le Maroc à l'honneur

Avec son statut de pays vedette, le Maroc aura l'occasion de faire valoir ses principaux atouts, sous la gouverne de l'organisme Maroc Export, le centre marocain de promotion des

exportations. Une importante délégation de 30 entreprises marocaines participera au Forum, et la journée du 3 octobre sera consacrée à la découverte des ressources et possibilités en matière d'exportation et d'investissement de ce pays en pleine expansion.

## Nouveautés du Forum Afrique Expansion 2017

L'Espace innovation présentera les innovations d'entreprises africaines et canadiennes visant à résoudre des problèmes sociaux en Afrique. Soulignons à cet égard l'invention prometteuse de l'Ivoirien Évariste Akoumian, le Solarpak, sac à dos doté d'un panneau solaire et d'une lampe LED qui permet aux élèves des milieux ruraux d'étudier après le coucher du soleil.

L'Espace investissement / financement regroupera des agences d'investissement et des institutions financières qui y feront la promotion de leur pays, de leurs produits et de leurs services auprès de porteurs de projets et d'investisseurs intéressés par les marchés africains.

## Autres activités marquantes de cette 8e édition

Les très courues rencontres B2B qui mettront en présence des gens d'affaires d'ici et d'Afrique dans des domaines aussi variés que le numérique, les biens de consommation, l'agroalimentaire, l'énergie, l'enseignement, l'aéronautique, la construction, les transports, les mines, etc.

La présentation en primeur au Forum des détails entourant le DEAL de l'année Afrique-Canada, qui a pour objectif de créer un corridor de l'économie numérique entre le Canada, le Québec et le Cameroun.

La soirée de remise des Prix Afrique Expansion où seront récompensées les entreprises ou institutions ou individus ayant contribué de façon exceptionnelle au développement de l'Afrique durant les deux dernières années. En tout, trois prix seront remis dans les catégories suivantes : Import-Export, Partenariat Afrique-Canada et Prix de la Diaspora.

Concert grand public : l'artiste lyrique Jacques-Greg Belobo chante l'histoire de sa vie

Sous le doigté magistral de la pianiste Louise-Andrée Baril, le concert intimiste I Believe, qui se tiendra en ouverture du Forum, donnera la vedette au baryton-basse Jacques-Greg Belobo et à la soprano Marie-Josée Lord.



Lors de ce récital, Belobo racontera en chansons l'histoire de sa vie, d'un quartier pauvre de Yaoundé au Cameroun jusqu'à sa consécration sur la scène lyrique mondiale. À travers cette profession de foi, c'est un message d'espoir à la jeunesse africaine que transmettra l'artiste lyrique, lui qui rêve de faire construire un conservatoire de musique au Cameroun. À la salle Pierre-Mercure du Centre Pierre-Péladeau, le 1er octobre à 15 h. (...)

## À propos du Forum Afrique Expansion

Créé en 2003, le Forum Afrique Expansion est la seule plateforme de rencontres au Canada qui se concentre sur les partenariats et les opportunités d'affaires Afrique-Canada. L'évènement biennal montréalais, organisé par Afrique Expansion avec l'appui de la Banque africaine de développement, favorise la création de maillages entre des porteurs de projets africains et des gens d'affaires québécois et canadiens. La rencontre permet aussi aux participants de se familiariser avec la situation politique et le milieu des affaires de pays africains.

## À propos d'Afrique Expansion

Fondée en 1995, Afrique Expansion Inc. est une firme spécialisée en communication et développement de partenariats entre des entreprises africaines et nord-américaines. La firme offre une gamme complète de services-conseils en relations publiques et gouvernementales à des organisations

intéressées par les marchés africains. Depuis 1998, le groupe publie aussi la revue Afrique Expansion Magazine qui est devenue la référence nord-américaine en matière d'informations économiques sur l'Afrique.

Source : Afrique Expansion

**Invitation : A.G. du RIFE  
le samedi 30 septembre  
2017**

Nous avons le plaisir de vous inviter à l'assemblée générale de l'association RIFE (Rencontre Interculturelle des Familles de l'Estrie) qui se tiendra le samedi 30 septembre 2017 à partir de 10h au Parc Jacques-Cartier / Salle 105 de l'édifice Armand-Nadeau 220, rue Marchant Sherbrooke QC J1J 3V2.

Nous y ferons le bilan de nos activités de l'an passé et aborderons nos projets et intérêts pour l'année 2017-2018. Nous procéderons aussi à l'élection du Conseil d'administration. Toute personne intéressée aux questions interculturelles et à nos activités est invitée à participer.

Abdelaziz Laaroussi pour RIFE



# Nos nouveaux tarifs publicitaires défient toute concurrence !

**TARIF FIDÉLITÉ**  
1/8 de page  
À partir de 42\$ (N et B)  
et 59\$ (Couleur)

**TARIF FIDÉLITÉ**  
1/4 de page  
À partir de 75\$ (N et B)  
et 100\$ (Couleur)

**TARIF FIDÉLITÉ**  
1/2 page  
À partir de 135\$ (Noir et Blanc)  
et 190\$ (Couleur)

**Pour plus d'infos ou pour un devis :**  
**Journal Maghreb Canada Express**  
**514-576-9067**  
**Courriel : info@maghreb-canada.ca**

*(Pages internes avec abonnement)*



# PRATIQUEZ LE SPORT DU TIR À LA CIBLE

Cours canadien de sécurité dans  
le maniement des armes à feu à  
autorisation restreinte - **CCSMAFAR**

Pour le tir récréatif ou pour les  
emplois qui exigent le port d'arme



**Coût : 85 \$**  
matériel inclus

Tél. : 514 252-3056  
Sans frais : 1 888 514-7847

[www.fqtir.qc.ca](http://www.fqtir.qc.ca)

Fédération ●●●  
Québécoise de Tir